



**HAL**  
open science

# Donald Trump, président des États-Unis et la sécurité internationale: Le grand perturbateur

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis

## ► To cite this version:

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis. Donald Trump, président des États-Unis et la sécurité internationale: Le grand perturbateur. Paix et sécurité européenne et internationale, 2017, 6. hal-01978272

**HAL Id: hal-01978272**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01978272v1>

Submitted on 26 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Donald Trump, président des Etats-Unis et la sécurité internationale : le grand perturbateur.

Jacques FONTANEL et Jean-François GUILHAUDIS

Professeur émérite et professeur honoraire à l'Université Grenoble-Alpes

Elu à la tête des Etats-Unis, à la suite d'une élection peu démocratique, grâce au mode particulier de désignation du président américain – il avait 304 grands électeurs et sa rivale, Hilary Clinton, seulement 227, bien qu'elle ait obtenu un nombre de voix sensiblement supérieur (65 millions 853 625 contre 62 millions 985 106, 227) -, Donald Trump est l'un de ces personnages qui illustrent le rôle de l'individu dans les relations internationales. Avant même d'être élu, il est apparu, par son comportement outrancier, par ses propos, comme un possible grand perturbateur, non seulement du jeu politico-administratif et de la société américains, mais aussi de la sécurité internationale au sens large, aussi bien du point de vue du système que de l'ordre international. On a parlé, pour traduire le poids de ce coefficient individuel, de « L'an I du trumpocène »<sup>1</sup>.

Aussitôt après son élection, la possibilité qu'il rentre dans le rang, s'assagisse et devienne un président normal, a été dissipée. D Trump jouera bien le rôle du perturbateur - celui qui trouble le jeu classique, crée l'incertitude, provoque, sème la discorde. Cela vaut aussi bien pour le système et la société américains, que pour les aspects commerciaux et économiques, monétaires et financiers et politico-militaires de la sécurité internationale et ce qui touche aux relations des Etats-Unis avec les principaux grands acteurs (Etats, organisations etc...). Le personnage lui-même fait partie de la perturbation.

Il reste évidemment à voir quel sera l'effet réel, dans la durée, de cette intrusion d'un personnage hors normes avec un « projet » très particulier, aux Etats-Unis et dans les relations internationales. Beaucoup craignent que l'effet Trump soit désastreux du point de vue de la sécurité internationale, que le « risque de sécurité » que l'on pressent en raison du personnage lui-même et de ses idées, se concrétise ; quelques-uns pensent que des opportunités s'ouvriront, pour l'Europe notamment ; d'autres croient que le système étouffera les velléités du nouveau président. On voit aussi D Trump en président du repli, ce qui serait un moindre mal, par rapport à un président interventionniste, mais craint qu'en cas de crise, trop impulsif, il ne sache pas se maîtriser. L'incertitude domine. Et, pour les Etats-Unis eux-mêmes, la question se pose : D Trump ne va-t-il pas accélérer le déclin américain ?<sup>2</sup>

Il faudra donc revenir plus tard, régulièrement, sur ce dossier. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé à PSEI, la création d'un Observatoire sur ce thème. Dès maintenant, on peut considérer, que le premier acte de la pièce est joué, que D Trump est pleinement entré dans son rôle de perturbateur.

Pour l'illustrer de manière résumée et facilement perceptible, nous avons choisi la forme du tableau qu'affectionnent les économistes. Ce tableau est composite : il est formé de sous-ensembles. Après chacun d'eux comme à la fin, seront insérés les commentaires jugés pertinents.

<b>Trump et les Etats-Unis</b>
<i>Trump</i>

<sup>1</sup> Titre de la Chronique de Stéphane Foucart dans *Le Monde* du 15 novembre 2016, qui écrivait : « L'avenir de la planète ne tient plus aux choix d'une espèce, mais d'un unique membre de cette espèce ».

<sup>2</sup> En ce sens D Moisi, La fin d'une Amérique ouverte au monde, *Les Echos* 11/12 novembre 2016.

Conceptions	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>America first</i>.</li> <li>- <i>Make America Great Again</i>. Donald Trump veut rendre « sa grandeur » à l'Amérique, notamment par la prospérité économique (doubler la croissance du PIB).</li> <li>- L'Amérique n'a pas de message, Elle n'a pas à imposer son mode de vie aux autres Nations, les alliances ne sont conçues que si elles concernent les seuls intérêts américains. Les Etats-Unis n'ont pas être les gendarmes du monde, à supporter la charge de la sécurité internationale.</li> <li>- Donald Trump ne parle pas des droits de l'homme, ni des valeurs universelles. Son conservatisme social est assumé, concernant l'avortement, le sexisme, l'homophobie, une xénophobie latente, et le repli identitaire.</li> <li>- Il s'inspire ouvertement d'Andrew Jackson, président de 1829 à 1837, qui était xénophobe, esclavagiste, défenseur des « petits blancs » contre les Amérindiens, mais aussi hostile aux banques et à l'<i>establishment</i> de l'Est.</li> <li>- La fraude électorale (votes illégaux) est immense aux Etats-Unis selon Trump. Les institutions américaines doivent être protégées des informations malveillantes produites par les médias.</li> <li>- Il est plutôt bienveillant pour le capitalisme autocratique dirigé par un homme fort, comme Poutine ou Erdogan ; il aimerait disposer des mêmes pouvoirs d'action qu'eux.</li> <li>- Il est disposé à rouvrir les geôles de la CIA à l'étranger<sup>3</sup> et il n'est pas opposé à la torture pour des raisons de sécurité nationale. Il souhaite annuler la fermeture prévue par Obama du centre de Guantanamo sur l'île de Cuba et interdire le contrôle de la Croix-Rouge concernant les prisonniers incarcérés par les Etats-Unis.</li> <li>- Le candidat Président critiquait vertement certaines institutions internationales telles que l'UE ou l'Otan. Il tendait, au contraire, la main à la Russie. Sur ces thèmes ses positions sont fluctuantes.</li> <li>- D Trump est décidé à faire mieux entendre sa voix à l'ONU, dans un rapport de force clair où seront soutenus les alliés et combattus les autres.</li> <li>- Il donne un avantage au protectionnisme sur le libre-échange, au bilatéralisme sur le multilatéralisme. Il se déclare plutôt antimondialiste.</li> <li>- L'Etat doit intervenir pour empêcher les délocalisations d'entreprises américaines à l'étranger, notamment par la fiscalité.</li> <li>- Le bilatéralisme est désormais privilégié par les Etats-Unis qui en reviennent à une logique de « rapport de forces », notamment avec le Mexique, la Chine, mais aussi avec l'Allemagne et, incidemment, avec l'Union européenne.</li> </ul>
Equipe	<p>L'équipe TRUMP est insolite. Elle compte : 27 personnes, 5 femmes, 14 milliardaires, 7 Tea Party, 3 anciens de la banque Goldman Sachs, 4 climato-sceptiques déclarés (+ les 5 membres de la famille TRUMP) et, pour la finance, 3 membres favorables à la déréglementation. La majeure partie de l'équipe a été confirmée par le Sénat, sauf le Ministre du Travail (connu pour son faible respect pour les lois du travail dans son</p>

<sup>3</sup> Comme il s'agit de geôles secrètes, il est difficile d'en connaître les localisations, même si la Pologne, la Lettonie, la Roumanie, le Maroc, l'Egypte, la Jordanie, la Thaïlande et bien sûr l'Afghanistan, ont été ou sont encore concernés.

	<p>entreprise, l'emploi non déclaré d'une employée de maison et des problèmes de violence conjugale)<sup>4</sup>. En revanche, la Ministre de l'Education (plutôt intéressée par le financement des écoles privées) a été confirmée. Il y a aussi 3 généraux pour occuper les postes de Conseiller à la sécurité nationale, Secrétaire à la défense et Secrétaire à la sécurité intérieure. L'idée sous-jacente est probablement de montrer qu'un Etat peut être gouverné comme une entreprise. Le Conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn, a démissionné pour avoir évoqué avec les diplomates russes la question de la réduction des sanctions, sans avoir eu de mission officielle. La plupart de ces personnalités se situent à la droite du parti républicain. Le Vice-président Mike Pence est opposé à l'avortement et à l'égalité des droits pour les homosexuels</p>
Méthode	<p>Donald Trump n'a pas d'expérience politique, pas de connaissance du fonctionnement des institutions, de l'administration et il ignore les relations internationales. Il a réussi à être élu, par surprise et grâce à une remarquable maîtrise de la TV. Le nouveau président fonctionne prioritairement par le canal des « Tweet » - on a parlé de « diplomatie du Tweet » - et par le moyen de discours, souvent surprenants, par le ton. Il aime créer la surprise, répétant : « je veux être imprévisible ». Homme d'affaires expérimenté, il est adepte du « deal »<sup>5</sup>, auquel il a consacré en 1987 un best-seller « L'art du deal ». Il paraît avoir le dessein de diriger les Etats-Unis comme une entreprise.</p> <p>Un temps séduit par cette méthode, les opérateurs économiques et financiers sont devenus plus circonspects en raison des espaces croissants d'incertitude concernant la nouvelle politique protectionniste, jugée inflationniste, ce qui obligerait la FED à donner un « coup de frein » par une politique monétaire plus restrictive susceptible de réduire le potentiel de la croissance américaine.</p>
Personnage	<p>Son comportement exprime le personnage mais il est aussi en partie construit, au moment de l'élection comme le candidat « anti- système », puis comme celui du décideur, de l'homme qui tient ses promesses. Il boude les administrations compétentes, prend des contacts directs.</p> <p>Sur le plan des relations internationales l'image affichée est celle du perturbateur, préoccupé seulement de la grandeur des Etats-Unis, que n'arrête aucun tabou. Il refuse, dénonce, affiche nettement sa position. Il est prêt à chercher un « deal » favorable aux Etats-Unis avec ceux qui l'acceptent. Les autres devront s'adapter. Et malheur aux ennemis !</p>
<b>Les Etats-Unis</b>	
Principaux soutiens de D. Trump	<p>D Trump est l'élu des Américains blancs craignant d'être déclassés et abandonnés. Il a le soutien du Tea Party et de Wall Street. On ne peut pas considérer que les Républicains dans leur ensemble sont derrière lui, qu'il est leur leader incontesté. Avant qu'il devienne le candidat du parti, les débats sur son incompétence avaient été animés. Un certain nombre de</p>

<sup>4</sup> Remplacé par un Hispanique (le premier), Alexander Acosta, Doyen de la Faculté de Droit de Florida International, mais aussi Président du Conseil d'administration de Century Bank et ancien cadre de la banque Lehman Brothers, disparue après une faillite historique.

<sup>5</sup> Le deal visé est un marché conclu entre deux personnes, morales ou physiques ; le mot appartient au vocabulaire du commerce. A la limite le marché est conclu par une simple poignée de mains, comme dans les foires à bestiaux.

	personnalités sont réticentes à son égard (Paul Ryab, Speaker de la Chambre des Représentants, John McCain, G Bush père notamment).
Principaux adversaires	D Trump est un personnage très « clivant ». Lors de la campagne, il a suscité contre lui une mobilisation passionnée, qui s'est maintenue après son installation à la Maison blanche, notamment contre ses mesures anti-immigration. Ces mêmes mesures ont provoqué des réactions négatives de la part des juges. On a vu aussi que la Silicon Valley et les scientifiques travaillant sur le climat, la santé, l'environnement lui sont peu favorables.
Médias	Ce sont pour Trump, des adversaires, qu'il dénonce. Les journalistes sont accusés d'être malhonnêtes, notamment le New York Times, CNN ou la BBC. Les journaux sont « devenus le principal parti d'opposition » pour Steve Bannon.
Internet	<p>La nomination d'Ajit Pai (avocat pour Verizon, le premier opérateur mobile américain), à la tête de l'autorité de contrôle d'Internet et des télécoms américains (Federal Communications Commission, FCC) est un signal fort contre la neutralité du Net, l'accès égal à Internet et la mise en place de voies d'accès privilégiés en faveur des acteurs du Net les plus offrants est aujourd'hui rendue possible. Ajit Pai est opposé au principe d'un Internet ouvert qu'il considère comme un fardeau injustifié et une ingérence inacceptable pour les opérateurs. Il s'agit de faire payer aux créateurs de service, comme Google ou Netflix, l'utilisation à leur profit, des réseaux.</p> <p>Les GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon) se sont ralliées au combat pour la neutralité du Net afin d'éviter de devoir payer des taxes à des opérateurs dont elles sont pleinement dépendantes, puisque ce sont eux qui possèdent les infrastructures permettant d'accéder à leurs services. Cette nomination, « problématique pour les consommateurs et la concurrence », doit être confirmée par le Sénat d'ici la fin 2017, ce qui laisse le temps à l'opposition de se structurer.</p> <p>Il est prévu de nommer un conseiller en stratégie numérique, pour superviser les médias sociaux.</p>
CIA et services de renseignements et de sécurité	Ces services sont également classés par D Trump dans le camp des « hostiles. Sa méthode de gouvernement leur fait une place réduite. Certains analystes n'ont pas hésité à prédire que la communauté du renseignement serait à l'origine de l'information qui fera chuter le Président <sup>6</sup> .
FBI	Le FBI a démenti les affirmations de D Trump concernant la surveillance de la Trump Tower pendant la campagne électorale. En revanche les enquêtes concernant les liens entre l'équipe de D Trump et la Russie de W Poutine se poursuivent.
Immigration	La limiter, la contrôler, voire la tarifier est une priorité de D Trump. L'un de ses premiers décrets l'a affiché, interdisant temporairement, l'accès aux Etats-Unis des ressortissants issus de 7 pays musulmans en proie au terrorisme (Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie, Yémen), sauf les personnes issues de minorités religieuses. Ce décret a aussi permis de prendre conscience des effets pervers de cette politique restrictive puisque la Silicon Valley s'est exprimée généralement contre les mesures gouvernementales en matière de migration, une grande majorité des créateurs de cette zone étant nés à

<sup>6</sup> Robert Littell, Un Président stagiaire dans un nid d'espions, *Le Monde* 23 février 2017.

	l'étranger. Le décret visé a, jusqu'à présent, été privé d'effet par la justice.
Congrès	Le Congrès est acquis aux Républicains qui y disposent de la majorité aussi bien à la Chambre des Représentants (235 sur 435) qu'au Sénat (52 sur 100). Cependant une partie au moins des personnalités du parti sont réticentes à l'égard du personnage D Trump et de certains aspects de sa politique. Elles pourraient jouer un rôle de frein voire d'obstacle.
Cour Suprême	La Cour Suprême est l'arbitre ultime qui permet ou entrave l'action du Congrès, du Président ou des États. Elle pèse sur les choix du Président, le financement des élections ou le mariage gay. Donald Trump a l'opportunité de pourvoir dès son investiture un siège devenu vacant. Il a décidé de nommer Neil Gorsuch, opposé à l'avortement et favorable au port d'armes à feu (nomination à confirmer par le Sénat). Ce choix fera basculer la Cour dans le camp conservateur.
FED	Pendant la campagne, des divergences très nettes étaient apparues entre le candidat et la présidente de la FED, qu'il critiquait vertement. Le responsable du renforcement de la réglementation financière a démissionné en février 2017. Janet Yellen restera à la tête de la FED jusqu'en 2018. Elle quittera alors la FED, comme Stanley Fischer, le vice-président. D Trump pourra désigner des personnalités lui convenant. Il n'est toutefois pas certain qu'elles puissent exaucer les vœux du Président. En matière monétaire et financière, il existe, comme dans les autres secteurs des relations internationales, des contraintes lourdes. Le temps du <i>Begnin neglect</i> , dont bénéficiaient les Etats-Unis et le dollar, est passé. Du fait de la mondialisation, tenter une aventure qui s'avérerait coûteuse pour les autres, pourrait l'être aussi pour Washington, par effet de boomerang. La prudence dont la FED a fait preuve en 2016 dans la mise en œuvre de sa politique de hausse des taux témoigne de la force de la contrainte que représente le risque de contagion. En cas d'erreur l'économie américaine et le dollar, comme monnaie de réserve et comme monnaie des échanges, pourraient être affectés.
Défense	La défense nationale est une priorité de D Trump. Il est annoncé pour 2017-2018 une augmentation significative des dépenses militaires (de 585 à 639 milliards de dollars en 2018) soit une hausse de près de 10% et une somme équivalente à celle qui fut requise par B Obama lors de son premier mandat. Cette annonce tranche avec l'affirmation que le coût du F-35, nouvel avion de combat américain produit par Lockheed Martin, a un coût démesuré. Il y a place, dans un budget américain déjà élevé et très au-dessus en % du PIB de celui de la Chine, pour un effort de réduction des coûts. De plus ce double discours - diminuer les coûts et augmenter les dépenses – cadre mal avec les besoins des industriels de l'armement, pour qui les investissements sont de long terme, sur la base de contrats pluri-décennaux.
Département d'Etat	La nomination de Rex Tillerson, président d'Exxon Mobil, première major du monde, plutôt que d'une personnalité expérimentée, illustre bien la volonté de D Trump de rompre avec les habitudes. Son Secrétaire d'Etat connaît bien, par définition, les questions relatives au pétrole, au gaz et plus généralement à l'énergie et, peut-être, le Moyen-Orient. On sait qu'il a des connexions avec la Russie et W Poutine lui-même. Il serait « une forte personnalité ». Cela suffira-t-il ?

	<p>Il faut noter, signe majeur de la rupture que veut représenter D Trump, que si le budget de la défense qu'il propose augmente, celui du Département d'Etat baisse lui de 28%. Les fonctions diplomatiques essentielles seront préservées. Les coupes affecteront la contribution à l'ONU, aux opérations de maintien de la paix, aux banques de développement, dont la Banque mondiale et le <i>Green Climate Fund</i> de l'ONU, notamment.</p>
--	--

### **Commentaires**

Etant donné son électorat, l'élection de D Trump exprime un sursaut du politique, afin de reprendre le contrôle d'une destinée malmenée par la mondialisation et plus précisément par son volet économique et financier. Il est assez paradoxal de voir que ceux qui subissent ou estiment subir cette dérive, confient sa correction à une personnalité appartenant, sinon au monde des grandes multinationales, qui portent ce mouvement et ses excès, du moins au monde de l'entreprise et de la fortune, principal bénéficiaire de la globalisation économique. De plus, le nouveau président est peu interventionniste et, même, très favorable à la dérèglementation dans des secteurs à haut risque, comme celui de la banque.

La question a été posée de savoir si D. Trump a ou non, une véritable politique, une conception. L'un considère que cette conception « n'est pas articulée »<sup>7</sup> et que sa campagne s'est réduite à des slogans. L'autre estime qu'il a « des intuitions loin d'une doctrine »<sup>8</sup>. On peut tout de même apercevoir, en cumulant ses points de vue, qu'il n'est pas interventionniste et qu'il n'appartient pas non plus, à la différence de GW Bush, au camp des néo-conservateurs, qui lui sont d'ailleurs hostiles. T de Montbrial remarquait pour sa part que D Trump n'est pas un militant et que ce qu'il disait avant l'élection était destiné à le faire gagner et pas à définir une ligne politique<sup>9</sup>. Cette observation contient certainement une part de vérité mais elle paraît aussi exagérée. Les propos de campagne ne sont pas que des mensonges ; ils expriment tout de même le candidat, en l'occurrence une personnalité sans doute fantasque, ignorante des relations internationales, mais adhérant à *America first*, convaincue qu'une volonté forte, la sienne, donnera aux Etats-Unis une marge de manoeuvre bien réelle et, pour le reste, très pragmatique. On aurait tort de croire que le discours souvent excessif, parfois contradictoire de D Trump est en quelque sorte incohérent. N'étant pas prisonnier du politiquement correct, D Trump a exprimé aussi des points de vue avec lesquels il est difficile de ne pas être d'accord sur les erreurs faites en abattant Saddam Hussein et M Kadhafi, ou sur l'excès du dumping toléré de la part de la Chine. Le point important, s'agissant du risque de sécurité que représente D Trump, est que sa « vision du monde » est non-interventionniste. Elle n'assigne pas de mission aux Etats-Unis ; ils doivent s'occuper d'eux et pas des autres. D Trump semble même en-deçà du multilatéralisme. Mais il n'est pas isolationniste, sa carrière dans les affaires l'atteste, et reste ouvert - le comportement affiché à l'égard de la Russie est de ce type - à la conclusion de « deals » géopolitiques avec les autres grands de ce monde.

D Trump n'est pas un nouveau GW Bush. Il n'est pas non plus un nouveau R Reagan. Le ton de Reagan était bien plus classique. Il ne se défiait pas des services. Son positionnement international était bien davantage celui du leadership américain. Enfin, le contexte dans lequel agissait R Reagan était bien différent. L'URSS existait encore, elle allait entrer dans la période Gorbatchev, avec qui s'enclencherait le processus menant à la fin de la guerre froide et de l'URSS. Et le temps de la mondialisation/globalisation n'était pas encore venu.

<b>I</b>	<b>Aspects économiques, monétaires et financiers de la sécurité</b>
----------	---

<sup>7</sup> F. Bujon de l'Estang, *Le Figaro* 15 décembre 2016

<sup>8</sup> Gilles Paris, *Le Monde*, 27/8 mars 2016

<sup>9</sup> Entretien avec *les Echos*, 18/19 novembre 2016

<b>I</b>	<b>internationale (commerce, environnement, développement, monnaies, finance).</b>
<i>Commerce</i>	
Généralités OMC	<p>C'est l'un des domaines où a joué à plein, avant même son élection, l'effet Trump. Celui-ci estime que les Etats-Unis sont pénalisés par la pratique du libre-échange, qui a prévalu au cours des dernières années. Trois pays sont particulièrement visés à cet égard - le Mexique, l'Allemagne et la Chine. Il a remis en cause la politique de son prédécesseur, décidé de retirer les Etats-Unis du TTP, d'arrêter la négociation de traité transatlantique et de renégocier l'ALENA. D Trump préfère mener des négociations commerciales bilatérales. Si initialement, l'OMC n'est pas affectée, il paraît peu probable qu'elle échappe à la perturbation. Elle devrait être mise à contribution pour régler les différends qui ne manqueront pas d'accompagner le nouveau cours de la politique américaine. Et l'on peut imaginer que les Etats-Unis refusent d'accepter les règles de cette institution que leur gouvernement a pourtant imposée au monde en 1995<sup>10</sup>. Lors du G 20 de mars 2017, leur représentant aurait parlé de renégociation.</p> <p>La position de D Trump a créé une opportunité que le Président chinois Xi Jinping n'a pas manqué de saisir. A Davos il s'est fait le chantre du libre-échange, des valeurs de l'économie de marché. Il a opté pour une démarche positive à l'égard de tous les pays susceptibles de faire les frais de la politique commerciale et financière agressive des Etats-Unis.</p>

---

<sup>10</sup> Fontanel, J. (1995) Organisations économiques internationales. Paris, New York: Masson, Première édition 1981.



ALENA	<p>L'administration du Président a annoncé le 20 janvier qu'il voulait renégocier l'accord et que si les partenaires refusaient la négociation, il les avertirait de son intention de quitter l'ALENA. Pour D Trump, il faut revoir l'ALENA et notamment y inclure des règles concernant l'immigration, la sécurité et le trafic d'armes et de drogue. Il faut construire un mur à la frontière avec le Mexique. John Kelly et Rex Tillerson ont confirmé cette politique à Mexico. Donald Trump veut taxer les produits importés du Mexique de 20 %, pour payer le mur. L'équipe souhaite supprimer les réexportations des chiffres des exportations américaines<sup>11</sup>, afin de souligner les avantages excessifs accordés au Mexique dans le cadre de l'Alena. Cette position affecte nettement le Mexique. L'économie mexicaine va sans doute perdre les avantages acquis par l'application de l'ALENA, la demande américaine de ses produits représentant 80 % de ses exportations et 25 % de son PIB. Cependant, dans cette production, de nombreuses importations de biens intermédiaires américains n'auront plus lieu d'être. Dans ces conditions la perte envisagée représenterait 13 à 14 % du PIB mexicain, qu'il lui faudra rediriger vers d'autres pays. Le Mexique est bien décidé à reprendre des négociations <i>bilatérales</i> avec tous les pays anciennement partenaires du TPP. Une nouvelle négociation avec le Canada est prévue. Ce dernier a nettement marqué sa différence sur la question de l'immigration et voit dans la conclusion du CETA avec l'Union européenne, un moyen de s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis.</p>
<p><b>Projet de partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TAFTA/TTIP)</b></p>	<p>La victoire de D Trump a mis un coup d'arrêt, pour un temps au moins, à ce projet, auquel était également hostile H Clinton, qui le trouvait trop favorable aux intérêts des multinationales. Parmi les Européens sur le plan du commerce, c'est l'Allemagne qui est la principale cible des attaques. Cela n'a pas empêché la conclusion de l'accord avec le Canada, le CETA. Cet accord a été signé le 30 octobre par les 2 parties. Il a été depuis, approuvé par le Parlement européen le 17 février 2017 et doit être encore ratifié, ce qui pourrait être difficile du côté européen. L'hostilité américaine au libre-échange pourrait peser négativement sur l'idée même de la nécessité d'accords commerciaux entre des pays occidentaux désormais moins solidaires.</p>
<p><b>TTP Transpacific Partnership Accord de partenariat transpacifique.</b></p>	<p>Destiné à créer une zone de libre-échange représentant 40% du commerce mondial, le TTP impliquait douze Etats à des stades de développement très différents (Australie, Brunei, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Viet Nam). Conclu début octobre 2015, après 7 ans de négociations, il fut signé officiellement le 4 février 2016. D. Trump avait annoncé sa volonté de retrait. Il est passé à l'acte, en signant, le 23 janvier 2017, un mémorandum présidentiel ordonnant que les Etats-Unis se retirent en tant qu'Etat signataire et cessent de participer</p>

<sup>11</sup> Les exportations de consommations intermédiaires fournies par l'économie américaine aux entreprises, exportatrices en direction des Etats-Unis de produits finis situées au Mexique, ne seraient plus comptabilisées comme des exportations dans les chiffres officiels mesurant le bilan bilatéral de la balance commerciale des deux pays. Ainsi calculés, les chiffres accroissent considérablement le déficit commercial des Etats-Unis dans ses rapports économiques avec le Mexique.

	<p>aux négociations relatives à ce traité. La décision américaine porte un coup mortel au TTP. Elle va empêcher son entrée en vigueur. Celle-ci exige la ratification de 6 pays représentant 85 % du PIB collectif et ce second critère n'est plus accessible. Cet accord, qui avait vocation à s'élargir ensuite aux pays de l'ASEAN, représentait le volet économique et commercial du « pivot » américain vers l'Asie. Ce pivot est fortement affaibli.</p> <p>En revanche, la Chine, exclue comme l'Inde, du projet TTP, voit une menace s'éloigner et une opportunité s'offrir. La politique « mercantiliste » des Etats-Unis lui ouvre quelques portes, pour la promotion du RCEP (<i>Regional Comprehensive Economic Partnership</i>) négocié depuis 2012, entre les pays de l'ASEAN (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) et leur 6 partenaires (Australie, Inde, Japon, Corée du Sud et Nouvelle Zélande), et de plus ouvert à la participation d'autres Etats d'Asie centrale, d'Océanie ou d'Asie du sud. Pékin dispose de capitaux importants, de technologies de pointe et de personnels qualifiés, ce qui peut lui permettre à faire valoir les normes et les priorités qui lui conviennent. Les pays signataires du TPP pourraient rejoindre le RCEP et Pékin. La Chine peut profiter de la décision des Etats-Unis pour se rapprocher de leurs partenaires répudiés. Elle n'engagera sans doute pas une guerre économique directe, mais se retranchera derrière les règles de l'OMC, dont elle a déjà tant bénéficié, pour agir. Pour la Chine, l'exposition américaine représente 4 % seulement de son PIB. Mais elle a, à tout le moins, la chance de pouvoir prendre une posture valorisante. Le Président chinois a pu se faire, à Davos, le chantre du libre-échange. Les Etats-Unis n'ont pas accepté de reconnaître à la Chine le statut d'économie de marché, mais ils sont sur ce point appuyés par l'UE et le Japon, qui ont pour le moment la même position. D Trump propose d'imposer une taxe douanière « énorme » pour les produits importés, notamment du Mexique et de Chine, mais il oublie à la fois les risques que cette politique ferait courir aux Etats- Unis à l'OMC, ainsi que les tensions inflationnistes qui en résulteront à la fois au niveau de la consommation et du coût du travail.</p> <p>Aujourd'hui, paradoxe, la Chine déclare sa flamme à l'économie de marché quand les Etats-Unis, temple du capitalisme, cherchent à en réduire l'étendue.</p>
<b>Environnement</b>	
Climat	<p>Le climat est l'un des sujets sur lesquels D Trump a été le plus contestataire. Affirmant que le changement climatique est « un canular », un « concept inventé par la Chine » pour affaiblir l'industrie américaine, il avait promis des mesures radicales : rouvrir des mines de charbon fermées pour la protection de l'environnement, autoriser l'extraction et l'exploitation d'hydrocarbures sur les terres fédérales, réduire à néant les réglementations de l'Agence de protection de l'environnement (EPA et l'agence elle-même et enfin, sortir de l'accord de Paris.</p> <p>Le nouveau président américain a logiquement redonné une impulsion à deux projets d'oléoducs très controversés, dont la construction avait été bloquée par l'administration Obama au nom, notamment, de la lutte contre le changement climatique. Il a signé une série de décrets ouvrant la voie à la construction du gigantesque oléoduc <i>Keystone XL</i> reliant le Canada aux États-Unis, et à celui de la compagnie <i>Energy Transfer Partners</i> dans le Dakota du Nord. Évoquant le projet <i>Keystone XL</i>, il a souligné</p>

	<p>que l'aboutissement de ce projet était conditionné à une renégociation avec la société canadienne TransCanada.</p> <p>La grande question est celle de l'accord de Paris. Sous l'impulsion de D Trump, les Etats-Unis peuvent-ils en sortir ? Certains le pensent. Bien qu'ils aient déjà ratifié l'accord de Paris, les Etats-Unis peuvent effectivement s'en retirer, sans attendre le délai de 3 ans prévu par l'accord, en dénonçant la convention cadre, car cette dénonciation entraîne automatiquement leur retrait de l'accord de 2015. Sans aller jusqu'au retrait, Washington pourrait aussi appliquer <i>a minima</i> un accord peu contraignant, sans mécanisme de sanction. Le fera-t-il ? Cela reste à vérifier car on a déjà vu au cours des années 2000, sous l'administration Bush, Washington hostile à l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto mais incapable de l'empêcher, à partir du moment où les autres gros pollueurs ne les suivaient pas. Jusqu'à présent, la dynamique qui a porté la lutte contre le réchauffement climatique a toujours été assez forte pour que les progrès continuent. Elle l'était plus que jamais à Paris et le besoin d'agir n'a pas faibli. Ce qui s'est déjà produit pourrait donc advenir à nouveau et Washington pourrait être obligé de suivre.</p>
Ecologie	<p>La nomination à la tête de l'EPA, de Scott Pruitt, un « climato-sceptique » proche des milieux industriels du pétrole et du charbon, a été confirmée par le Sénat et le gel des financements de cette Agence est prévu, parmi les coupes nécessaires à la baisse des impôts prévue. Les employés des <i>National Institute of Health</i> ne sont pas autorisés à fournir des informations aux parlementaires.</p>
<b>Monnaies et finance</b>	
Monnaies	
Dollar	<p>Les positions de D Trump sont ici souvent contradictoires. Il juge le dollar trop fort pour l'économie américaine et accuse l'Allemagne de gonfler son excédent commercial (280 milliards d'euros en 2016, soit 10 % de plus que celui de la Chine) avec un euro sous-évalué<sup>12</sup>.</p> <p>Cependant, le programme économique proposé par Donald Trump devrait avoir pour conséquence une revalorisation du dollar, notamment si l'engagement sur les grands travaux est respecté, car l'économie américaine est dans une situation de quasi plein emploi (moins de 5 % de chômage), ce qui devrait alimenter l'inflation et pousser à l'augmentation des salaires. Il en résulterait une réduction du rendement des placements financiers, ce qui devrait conduire les investisseurs à demander des taux plus élevés pour acheter la dette de long terme, accompagnant d'ailleurs la FED dans un mouvement généralisé de hausse des taux d'intérêt. Dans ce cas, les investisseurs internationaux seront intéressés par une nouvelle demande de dollars, ce qui provoquera une hausse de la valeur du dollar.</p> <p>Les incitations fiscales pour convaincre les entreprises de rapatrier leurs profits conduiront inéluctablement à une hausse du dollar. La FED devra agir, face à une surchauffe des prix, alors qu'elle a mandat d'une inflation inférieure ou égale à 2%.</p>

<sup>12</sup> Du fait des fonds de pension, l'Allemagne épargne et soutient les entreprises nationales. Elle place aussi cette épargne à l'extérieur de la zone européenne (après avoir investi en Espagne et avoir créé la bulle immobilière responsable de la crise économique hispanique) ce qui réduit le potentiel de développement de l'ensemble de l'Europe.

	<p>Les taux d'intérêt seront relevés et la stagflation deviendra alors une menace réelle pour l'économie américaine.</p> <p>Un dollar fort aura des incidences graves sur les pays endettés en dollars, notamment dans les économies émergentes. Pour l'euro, les biens et services produits seront alors plus compétitifs par rapport aux produits américains et la crise des pays émergents, <i>in fine</i>, favoriserait les exportateurs européens face à une économie américaine protectionniste. Concernant le dollar D Trump est « son propre ennemi ».</p>
Euro	<p>L'euro est vu par D Trump comme une construction bancaire, il constitue une erreur économique. Il s'agit même d'une tragique création qui empêche les Etats, hormis l'Allemagne, d'exercer leur liberté d'action politique et économique. Il est vrai que la zone euro n'a pas manifesté une grande solidarité en faveur des pays d'Europe du Sud, dont les bases industrielles ont été délitées. Ces divergences vont rendre de plus en plus large le fossé entre le Nord et le Sud de l'Europe, jusqu'à l'éclatement du système. Angela Merkel défend une vision européenne dépassée dont elle tire profit pour le développement de l'Allemagne.</p> <p>En réaction, l'Europe a le sentiment que la vision de Trump la concernant, constitue une menace pour son unité et sa solidarité. Il est possible que cela favorise une nouvelle avancée dans la construction de l'Union européenne.</p>
Yuan	<p>Fait partie des critiques adressées à la Chine. C'est, entre autres, en le maintenant systématiquement à un niveau trop bas que la Chine a gonflé ses exportations.</p>
<b>Finance</b>	
Règlementation financière	<p>Donald Trump souhaite libérer la réglementation financière établie par la loi Dodd-Frank mise en place après la crise financière de 2008. Il a demandé à son secrétaire au Trésor Steven Mnuchin d'élaborer des recommandations pour amender cette loi (100 jours pour le faire).</p> <p>Il demande de retarder, en outre, l'application de la règle « fiduciaire » qui oblige les banques à agir conformément aux intérêts des clients en ce qui concerne les placements et les conseils. Cette évolution va à contre-courant de la tendance mondiale consistant, à la suite de la crise, à renforcer la réglementation bancaire (règles de Bâle III).</p>

### **Commentaires**

D Trump défait ce que son prédécesseur s'était employé à construire. La portée de cette politique est nettement plus grande dans la zone Asie-Pacifique qu'en Europe. Dans ce dernier cas, il existait une forte opposition au TAFTA. D'une certaine manière, la décision de D Trump évite d'avoir à porter la responsabilité de l'interruption des négociations. En Asie, le retrait américain met clairement la Chine en meilleure position. Avec l'ALENA et les menaces pesant sur la Chine et l'Allemagne, D Trump va plus loin. Il n'interrompt pas l'aboutissement d'un projet mais commence à attaquer les institutions et les règles existantes. En ce qui concerne la réglementation financière, il va en sens inverse de l'évolution qui a suivi et accompagné la grande crise qui a débuté en 2008. La perturbation produite par D Trump touche au cœur du système économique monétaire et financier. Il en va de même pour le climat.

<b>I</b>	<b>Aspects politico-militaires de la sécurité internationale</b>
<b>II</b>	<b>(alliances, conflits et maintien de la paix, désarmement)</b>

<i>Alliances</i>	
Généralités	<p>Au départ, D Trump a semblé se désintéresser des alliances existantes. Il les considère comme une sorte de cadeau que font les Etats-Unis et s'indigne que les alliés ne fassent pas assez d'efforts, se comportant comme des « passagers clandestins ». Il a comme principe « Pas de protection sans provision ».</p>
OTAN	<p>« Obsolète et coûteuse » ! Ce jugement abrupt porté par le candidat sur l'OTAN a choqué et inquiété en Europe. Surtout ajouté à l'affirmation que seuls 5 Etats membres payent le prix de leur défense. Certains y ont vu une menace, craint que Washington réfléchisse à deux fois avant de venir en aide à un allié de l'Otan en danger qui n'aurait pas fait d'effort financier suffisant pour assurer sa propre défense. Actuellement, les Etats-Unis contribuent à hauteur de 70% aux dépenses de l'Otan<sup>13</sup>.</p> <p>On note que, depuis, le ton du Président a changé. Il déclare soutenir l'OTAN à 100% - ce qui a été confirmé par Rex Tillerson, venu rassurer les Européens - car c'est une garantie pour la paix mondiale. La question du financement n'est cependant pas encore réglée. Il est peu probable qu'elle le soit comme le souhaite D Trump. La question dite du « partage des charges » est un très vieux débat dans l'OTAN. Il existait déjà à ('époque de la guerre froide et les menaces de couper les crédits sont un classique, qui n'a jamais trouvé de traduction concrète. Cependant la dégradation des relations avec la Russie et la montée du terrorisme devrait provoquer une augmentation modérée des dépenses de plusieurs Etats Européens. On notera toutefois que le total des dépenses des membres européens de l'OTAN se montait en 2015 à 292, M \$, ce qui est certes moins que les Etats Unis (595,5 M \$) mais beaucoup plus que la Russie (95 M \$) et que la Chine (214,5 M \$). On voit mal dans cette situation la nécessité d'une augmentation ; l'insuffisance réside plutôt dans la répartition, l'emploi de ces dépenses.</p> <p>Le critique de D Trump et la menace voilée qu'elle contenait ont incité les Européens, notamment l'Allemagne et la France, à s'interroger sur l'opportunité d'une défense européenne plus indépendante. Il n'est pas exclu que se produisent des évolutions intéressantes à cet égard, malgré le Brexit.</p> <p>Autre point important : D Trump n'a pas envisagé, à la différence d'autres Républicains, d'élargir l'OTAN à l'Ukraine ou à la Géorgie.</p>
Japon	<p>Lors de sa campagne D Trump avait évoqué non seulement la nécessité de faire payer les alliés, ce qui soulevait la question d'un éventuel retrait, mais aussi la perspective que le Japon devienne une puissance nucléaire ajoutant « je ne suis pas sûr que ce serait une mauvaise chose pour nous ». L'entretien du 17 novembre entre D Trump et S Abe - sa date très proche de l'élection montre le niveau d'inquiétude des Japonais – semble avoir rassuré le premier ministre nippon. Il a dû être ensuite conforté par la réaction de D Trump aux tirs de missiles nord-coréens.</p> <p>La demande que, en échange, Tokyo modifie sa constitution</p>

<sup>13</sup> Ce pourcentage n'est pas significatif car il est obtenu en comparant les dépenses militaires des Etats Unis et celles des Européens de l'OTAN. Sur ce montant les Etats-Unis assurent aussi leur propre défense, celle de leurs alliés en Asie, dans le Pacifique au Moyen Orient etc... Il serait plus pertinent de comparer les dépenses par théâtre ; l'on verrait alors que les dépenses OTAN de Washington ne sont peut-être pas beaucoup plus élevées que celle des Européens.

	pour pouvoir augmenter ses dépenses de défense, actuellement limitées à 1% du PIB, sera, dans le contexte actuel du pays, difficile à satisfaire, mais une aggravation de la situation en Asie de l'Est et du Nord-est pourrait modifier les choses.
<b>Conflits</b>	
Cuba	Evidemment critique à l'égard de la normalisation opérée par B Obama, D Trump est pourtant d'accord avec le principe de la normalisation, avec l'idée que « cinquante ans (d'embargo), ça suffit ». En cela il est plus dans la ligne du changement, que des sénateurs d'origine cubaine.
Mer de Chine	Ce sujet en cours d'aggravation est potentiellement très conflictuel. Le Secrétaire d'Etat après avoir, comme D Trump, dénoncé la poldérisation et la militarisation des îlots par les Chinois et parlé d'en « interdire l'accès », a atténué la position américaine. L'US Navy ne va plus « empêcher l'accès » aux bases construites par Pékin sur des îlots, mais seulement maintenir autour d'eux la « liberté de navigation ». La Chine a eu l'occasion de réaffirmer ses thèses (souveraineté indiscutable), à l'occasion de la décision rendue par la Cour permanente d'arbitrage en juillet 2016. Cette décision étant contraire à ses prétentions, elle refuse de lui donner effet. Quoique dise Pékin, il s'agit d'un revers, la CPA affaiblit sensiblement la position chinoise et, du même coup, conforte celle des Etats-Unis.
Palestine	D. Trump s'est exprimé en faveur de la coopération avec l'Etat d'Israël et du transfert à Jérusalem de l'ambassade des Etats-Unis mais on notait aussi avant l'été 2016, qu'il souhaitait être « neutre » entre les 2 parties, pour favoriser la conclusion d'un traité de paix. Face à l'accélération de la colonisation, la nouvelle administration a réagi en considérant que tout n'était pas permis et qu'il ne fallait pas obérer les possibilités d'une paix israélo-palestinienne. Le nouveau président a souligné que le « désir des Etats-Unis d'aboutir à la paix entre Israéliens et Palestiniens reste inchangé depuis 50 ans ». Cela suggère que D Trump veut s'inscrire dans la continuité de la politique de ses prédécesseurs, donc dans la ligne politique des deux Etats. Pourtant il a évoqué une solution à un seul Etat, semblant rejoindre la position de M Netanyahou. Ce dernier est probablement en train, de découvrir que « l'ami » qu'est le nouveau président risque de représenter une difficulté supérieure à celle que constituait son prédécesseur.
Syrie	Le candidat s'est montré pendant sa campagne plutôt favorable à Bachar El Assad : « Je n'aime pas Assad, mais Assad fait la guerre à l'EI ». Sur le théâtre des opérations, les Etats-Unis n'ont, pour le moment, pas de stratégie claire, tout l'espace est occupé par la Russie - principal acteur avec l'Iran et la Turquie. Moscou entend porter un coup décisif au terrorisme international et stabiliser le pouvoir « légitime » du gouvernement légal, qui lui offre une base militaire en Méditerranée
Taiwan	En téléphonant, en décembre, à la nouvelle présidente de l'île, indépendantiste, D Trump avait provoqué l'inquiétude à Pékin. Allait-il rompre avec la ligne classique et jouer en faveur de deux Chines ou se servir de l'île comme otage pour obtenir des concessions commerciales ? D Trump a cédé et redit l'attachement des Etats Unis à la thèse d'une seule Chine, tout en conservant les relations habituelles avec Taiwan.

Ukraine	<p>Pour D Trump c'est «un gâchis accompli sous l'administration Obama, en lien avec l'OTAN», c'est un « problème de l'Europe », plus que des Etats-Unis. « Les gens de la Crimée, de ce que j'ai entendu, préfèrent la Russie, plutôt que leur situation antérieure ». On comprend que ces mots inquiètent Kiev. L'Ukraine est manifestement, un obstacle de taille sur la voie d'un grand « deal » avec la Russie et de la levée des sanctions. Comme le note D Trump, c'est d'abord un problème européen et les Etats-Unis n'ont pas participé aux accords de Minsk. La marge de manœuvre sur ce dossier sera très étroite, même si Washington et Moscou parviennent à un nouvel accord sur les armes nucléaires. Pour le moment, la position américaine, au Conseil de sécurité, n'a pas varié concernant la Crimée et les sanctions, même si la volonté de nouer de bonnes relations avec la Russie est mise en avant.</p>
<b>Désarmement</b>	
Accord nucléaire iranien	<p>Cet accord conclu sous la présidence de B Obama a été très critiqué par D Trump, qui parlait de « l'accord le plus stupide de l'histoire » et envisageait de le « déchirer ». Un retrait peut être envisagé, mais il ne faut pas méconnaître que l'accord en question est multilatéral, les autres parties étant la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Russie et la Chine. Or l'on voit mal la capacité d'entraînement de Washington s'étendre jusqu'à Moscou et Pékin. La nouvelle équipe américaine renonçant au retrait début 2017, envisage d'exiger une application stricte de l'accord.</p> <p>On peut considérer que l'essai par l'Iran d'un missile balistique, le 29 janvier, était une manière de tester l'administration Trump. Il en est résulté le vote (avec, point important, une majorité bipartisane), début février, d'une nouvelle série de sanctions, toutefois très calibrées, qui ne touchent pas à l'accord de 2015. Ceci posé, l'affirmation que « toutes les options restent sur la table » a une crédibilité très limitée.</p>
Corée du nord	<p>Le 12 février 2017, la Corée du Nord, dont le dirigeant a été qualifié de « fou » par D Trump, a envoyé 1 missile balistique dans la mer du Japon et elle en a tiré 4 autres, le 6 mars. Le moment de ces tirs vaut d'être noté. Le premier a eu lieu alors que M Abe était aux Etats-Unis avec D Trump et les autres pendant que se déroulaient des manœuvres militaires conjointes entre la Corée du sud et les forces américaines qui y sont stationnées. Ils se produisent aussi après la révélation dans un rapport réalisé aux Nations unies que la Chine aide la Corée du nord à financer son programme balistique et nucléaire.</p> <p>Ici aussi la référence faite du côté des Etats-Unis à l'utilisation de « toute la gamme » des moyens est peu crédible. Toutefois, Washington a exploité l'action nord-coréenne en accélérant le déploiement en Corée du sud du système antimissile Thaad (<i>Terminal High Altitude Area Defense</i>). Cette initiative a provoqué de la part de Pékin, qui estime être la cible réelle de ce déploiement, une réaction prévisible : « La Chine prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer ses propres intérêts de sécurité ». On voit que Washington reproduit en Asie du nord-est ce qui s'est déjà passé en Europe. Il est difficile d'imaginer que cela puisse avoir d'autres conséquences et ne pas aggraver la situation de sécurité.</p>
Accords Etats-Unis/ Russie	Voir tableau IV, Russie

### Commentaires

Le système américain d'alliances, est certainement un des points où la perturbation de D. Trump est susceptible d'avoir des effets majeurs, à court terme. On y reviendra dans le commentaire sur le tableau suivant, à propos des alliances bilatérales. S'agissant des alliances multilatérales des Etats-Unis, l'alliance atlantique/OTAN est sans aucun doute, de loin - les deux autres étant le traité de Rio et l'ANZUS - la plus importante et la plus symbolique du point de vue du leadership, de la puissance des Etats-Unis et de la recherche de leur protection. Prendre le risque de la dévaloriser, alors qu'elle représente pour Washington, beaucoup plus un investissement très rentable qu'une charge est sans doute l'un des signes les plus nets de l'absence d'expérience des relations internationales de D Trump et du manque d'entourage. Comme l'a dit un analyste sud-coréen « D Trump a mal compris l'intérêt des alliances ».

Comme le fait très justement remarquer Renaud Girard, les reculades des Etats-Unis sur Taiwan et la Mer de Chine font penser à la formule que Mao employait à leur égard - un « tigre de papier ». Discutant cette hypothèse, il la nuance, estimant que Washington, pour le moment ressemble davantage à un éléphant dans un magasin de porcelaine<sup>14</sup>. Le temps tranchera entre ces deux qualifications. F. Godement estime que « l'écart entre les paroles successives – en attendant celui entre les paroles et les actes – déconsidère la stratégie de D. Trump avant même qu'elle soit entièrement formulée » et qu'il « lui faudra redoubler de cohérence dans les actes pour rendre crédible toute stratégie autre qu'un isolationnisme brouillon »<sup>15</sup>.

I V	Les relations entre les Etats-Unis et les autres grands acteurs de la sécurité internationale
Allemagne	Elle est prise à partie par D Trump, qui la considère comme ayant asservi l'Union européenne et estime que sa chancelière a commis une « erreur catastrophique » en ouvrant les portes aux réfugiés. Il lui reproche en outre d'inonder les Etats-Unis de BMW et de Mercedes sans importer, en retour, de voitures américaines. Elle est le pays que B Obama, très favorable à A Merkel, a choisi pour faire ses adieux à l'Europe et célébrer la valeur historique de l'expérience européenne. Outre la Chancelière qui ne cache pas ses réticences, l'Allemagne s'est dotée d'un Président « anti-Trump » en février 2017
Chine	Après l'épisode de Taiwan, ses critiques, reproches et menaces - que la Chine a su laisser passer, non sans montrer sa fermeté et, par exemple à Davos, sa capacité de réagir – D. Trump a renoué avec Pékin. Il souhaite une relation « constructive », notamment pour mettre fin aux pratiques commerciales jugées déloyales. On verra si, comment et dans quelle mesure, un accord peut être trouvé. Des mesures punitives de la part des Etats-Unis aboutiraient, au minimum, à un contentieux dans le cadre de l'OMC et peut-être à une crise plus grave, où Washington ne serait pas forcément en bonne posture. La Chine avait été laissée en dehors du TPP (Trans-Pacific Partnership), tout comme l'Inde, pour être contrainte <i>in fine</i> d'accepter les conditions américaines d'échange. Elle a vu sa position s'améliorer fortement avec le sabordement par les Etats-Unis de cette entreprise. Elle est en position de récupérer, via le RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), l'organisation du libre-échange dans la zone Asie/ Pacifique, en jouant le premier rôle.
Daech	C'est l'ennemi. Le projet de D Trump est d'intensifier la lutte

<sup>14</sup> Dans sa chronique du *Figaro*, le 14 février 2017

<sup>15</sup> Chine-Etats-Unis : paroles en l'air, *Le Figaro* 21 février 2017



	<p>contre Daech et les autres groupes terroristes. Les moyens de le faire sont à l'étude. Le plan secret de D Trump, simple, à son image, serait de « les écraser sous les bombes ».</p>
Iran	<p>Pour Trump, Obama a été trop laxiste avec l'Iran. Celui-ci est un Etat dangereux qui soutient le terrorisme mondial. En raison du test de missiles effectué en février, qui a valu à l'Iran un « avertissement officiel » de la part du Conseiller à la sécurité nationale et a vu le président réaffirmer que toutes les options « restent sur la table », de nouvelles sanctions lui ont été imposées. Mais elles ont été calibrées soigneusement. Elles s'inscrivent « en dehors » de l'accord nucléaire.</p>
Mexique	<p>C'est avec ce pays, pourtant en relations étroites avec les Etats-Unis dans le cadre de l'ALENA, que la situation a été la plus tendue. Le 25 janvier D Trump a pris le décret décidant la construction « immédiate » d'un mur à la frontière mexicaines, réaffirmant que cette barrière serait payée par le Mexique. Le Président mexicain a affirmé le contraire et a annulé sa visite à Washington et la décision présidentielle a fait l'objet de critiques de la part de grandes entreprises américaines, sur le thème « couper le pays des échanges commerciaux équivaut à respirer sans oxygène ».</p>
Royaume-Uni	<p>Alors que B Obama était hostile au Brexit et s'était efforcé de l'empêcher, Donald Trump, s'en félicite. Pour lui, le « Brexit » est incontestablement un succès pour le Royaume-Uni. Il assure qu'il va « travailler dur » pour qu'un nouvel accord commercial soit conclu « très rapidement » entre Londres et Washington. On ne perdra pas de vue, pourtant, que la tendance libre-échangiste dominante à Londres est en contradiction avec celle de D Trump. La conclusion de cet accord risque d'être plus difficile que prévu. De plus, le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne n'est pas encore effectif, ni même négocié. Aucun accord ne pourra être signé avant le départ définitif du Royaume-Uni des instances bruxelloises, ce que celles-ci n'ont pas manqué de rappeler. On n'oubliera pas que l'un des enjeux du Brexit est la sécession possible de l'Ecosse. Si elle advenait, Londres quitterait inévitablement à terme le rang des puissances mondiales. En ce cas, le Brexit relèverait de la technique « se tirer une balle dans le pied » ou « scier la branche... ». Enfin la perturbation affectant ses partenaires européens aura inévitablement des conséquences pour Londres, par exemple en matière de sécurité et de défense, si la défense européenne ou la construction politique, économique et monétaire se renforce, entre membres de l'UE.</p>
Russie	<p>L'humiliation que les Occidentaux ont fait subir à la Russie en poussant de plus en plus les frontières de l'OTAN vers l'Est européen trouve un écho compréhensif chez Donald Trump. Il s'est dit favorable à la levée des sanctions imposées à Moscou à la suite de l'annexion de la Crimée. Il souhaite signer des accords bénéfiques avec la Russie. Vladimir Poutine se présente comme le chantre du conservatisme, des « valeurs traditionnelles » en matière de mœurs et d'immigration, ce qui rejoint certaines conceptions du Président américain.</p> <p>Donald Trump s'inspire du principe Reaganien : « faites confiance, mais vérifiez ». Reste à trouver le « deal » permettant cette levée. Il semble qu'il puisse consister dans un échange entre la levée des sanctions et un accord sur les armes nucléaires et une coopération dans la lutte contre le terrorisme (l'ennemi de D Trump). Mais ici encore les Etats-Unis ne sont pas seuls concernés par la question ukrainienne. Que ce deal soit suffisant</p>

	<p>serait surprenant. Pour le moment les sanctions sont maintenues.</p> <p>Il a été établi que l'équipe de D. Trump avait eu, pendant la campagne présidentielle, des liens avec les services de renseignements russes, ce qu'elle avait contesté. Cependant, contrairement à ce qu'il avait affirmé sous serment au Sénat, Jeff Session, le Ministre de la Justice, a bien rencontré l'Ambassadeur russe deux fois, pendant la campagne électorale. Le conseiller du Président, Michael Flynn, avait dû démissionner pour les mêmes raisons un mois plus tôt. Enfin, l'ancien Directeur de campagne, Paul Manafort avait lui-même été interrogé sur certaines de ses activités économiques avec le Président ukrainien Ianoukovitch, mais Kiev n'est pas Moscou. Lors des auditions au Sénat, le secrétaire d'Etat, le ministre de la défense et le directeur de la CIA, se sont toutefois montrés méfiants à l'égard de la Russie, restant donc beaucoup plus proches de la posture américaine traditionnelle.</p>
Union européenne	<p>D. Trump s'est montré ouvertement hostile à l'UE, au point qu'un dossier du journal Le Monde a eu pour titre « Trump contre l'Europe »<sup>16</sup>. Pour lui elle est « au service de la puissance allemande ». L'Union européenne est une grave erreur au regard de l'indépendance et de la souveraineté nationale des pays. Il estime que les Etats membres ne sont pas suffisamment solidaires, ni entre eux, ni avec les Etats-Unis. Il se félicite du Brexit.</p>
Réactions	<p>Les inquiétudes plus ou moins affichées avaient été nombreuses, avant. Les réactions au moment de l'élection ont été dans l'ensemble très convenues, faites de félicitations comme à l'ordinaire. Certains pourtant ont voulu faire passer un message. Ce fut le cas d'A Merkel. Elle rappela à D Trump qu'étant donné ce qu'est son pays, le président des Etats-Unis « a une responsabilité vis-à-vis du reste du monde ». Faisant ensuite référence aux valeurs communes, elle visait « la démocratie, la liberté, le respect du droit et de la dignité humaine, quels que soient l'origine, la couleur de peau, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle ou les opinions politiques », elle proposait de travailler en commun, sur cette base. De son côté F Hollande n'hésitait pas à dire que « cette élection américaine ouvre une période d'incertitude » et à ajouter « Certaines positions de D Trump... doivent être confrontées aux valeurs et aux intérêts que nous partageons avec les Etats-Unis »</p>

### **Commentaires**

B Obama a laissé un réseau d'alliances bilatérales très nettement affaibli. Après avoir touché l'Egypte, les difficultés ont affecté les relations avec le Pakistan, la Turquie, l'Arabie Saoudite. Mis à part Israël – et même en ce cas l'incertitude Trump joue -, tout le réseau des alliances bilatérales américaines au Moyen- Orient se trouve dans une passe difficile, alors que la Russie se montre présente et très active. Il y a là, même si la dépendance au pétrole a faibli, une contrainte forte, dont il sera intéressant de voir si et quand, la nouvelle administration la perçoit et comment elle la gère. Dans l'immédiat, elle se préoccupe surtout d'Israël, de l'importation du terrorisme. Et l'impression dominante est qu'elle n'a pas de ligne politique originale ni même bien arrêtée.

En Asie B Obama avait réussi à consolider l'alliance japonaise. Les propos de D Trump sur les alliés qui ne font pas d'efforts suffisants pour leur défense sont propres à inquiéter fortement, parmi d'autres, le Japon et la Corée du Sud. Le tir de missile nord-coréen a valu à M Abe d'entendre, de la bouche de D Trump « Je veux que tout

<sup>16</sup> *Le Monde* 18 janvier 2017.

le monde sache que les Etats-Unis sont derrière le Japon, à 100% ». Mais de la part d'un Président qui cultive l'incertitude, voire la contradiction, il est difficile de savoir ce que cela veut dire au juste, bien que le stationnement des forces américaines reste un gage très fort d'engagement.

## Observations d'ensemble

1 On peut dire que D Trump a fait irruption dans les relations internationales, comme le grand perturbateur. Il n'y a pratiquement pas de domaine qui échappe à son irruption ; en cela il est un perturbateur global. Aucune région, aucun pays, ami, allié ou pas, n'est épargné ; D Trump est, par là, un perturbateur général, « tous azimuts ». Il trouble tant la forme que le fond, il touche au système comme à l'ordre international et, même si cela est moins facilement perçu, il est susceptible d'affecter passablement la « grandeur » des Etats-Unis, qu'il souhaite « restaurer ». D Trump est un perturbateur total, le grand perturbateur de notre temps.

2 Si on approche le phénomène Trump, du point de vue du système international, il faut d'abord signaler que, malgré le très net changement dans le style et dans le « projet », on observe une constante. D Trump s'inscrit, comme ses prédécesseurs de l'après-guerre froide, dans une optique qui n'est plus celle de l'équilibre des puissances (*Offset Strategy*) mais celle de la domination mondiale. Contrairement aux idées reçues, cette stratégie est également présente sous B Obama, avec le lancement de la *Defense Innovation Initiative* et, dans le cadre d'un budget de défense en baisse accompagnant le désengagement d'Irak et d'Afghanistan, un très haut niveau des dépenses de R & D militaire<sup>17</sup>. Ceci noté, on remarque aussitôt une grande différence. Les Etats-Unis jouaient antérieurement la carte du leadership, ils se voulaient le numéro un d'un camp, le camp occidental, et se comportaient comme tels. Etre le leader d'un camp n'est possible que si on sait gérer ses alliés pour rester le numéro un et les conserver. Ce point est essentiel, car c'est l'ensemble occidental qui constitue depuis très longtemps - avant et après la guerre froide - le pôle mondial des relations internationales et non les Etats-Unis seuls. En malmenant ses alliés, en les dénigrant, voire les insultant, D Trump transgresse ouvertement une règle de base. Ce faisant, il affecte sa crédibilité de leader occidental et pousse ses alliés à organiser autrement leurs relations, entre eux et avec les autres acteurs.

Un second point intéressant, toujours dans le cadre de l'approche systémique, est l'affichage d'*America first*. Il met en avant, alors que les Etats-Unis ne sont pas, et de loin, le pays qui traverse le plus mal la crise, un égoïsme. Chacun sait bien que les relations internationales sont pavées d'égoïsme nationaux, mais entre la pratique et l'affichage, il y a un pas. Le franchissant très ostensiblement - ce que traduit notamment la baisse des financements multilatéraux - le nouveau président s'inscrit cette fois dans un mouvement de régression majeure des relations internationales, dont l'évolution lente, scandée par les conflits mondiaux a consisté à faire émerger peu à peu les notions d'intérêts et des biens communs et à construire les instruments de leur mise en œuvre. Son appétence pour les « deals », ne doit pas induire en erreur. Un « deal » n'est pas la même chose qu'un accord dans lequel avantages et concessions sont répartis entre les participants ; il s'agit plutôt du résultat d'un rapport de forces.

3 L'ordre international, au sens juridique du terme, résultat de la sortie de l'état de nature, de l'évolution, de la civilisation progressive des relations internationales, est évidemment susceptible d'être gravement affecté par le phénomène Trump. On doit constater qu'il a déjà fait des dégâts (TAFTA, TTP) et on s'inquiète de l'effet qu'il est susceptible d'avoir sur les Nations unies, sur l'OMC, sur les conventions relatives à l'environnement etc... Mais il faut aussi noter que son langage même sort du cadre. En droit international, les positions prises par les représentants de l'Etat, ce qu'ils disent, notamment quand il s'agit du ministre spécialisé, celui des affaires extérieures

---

<sup>17</sup> V. JF Guilhaudis, Armements et transferts, *PSEI*, n° 5, 2016 n° s 212 et 214.

ou étrangères et, plus encore, du premier responsable de l'Etat, sont considérées comme des éléments du comportement, de la pratique de l'Etat, qui servent à préciser cette pratique et, dans certaines conditions peuvent avoir des conséquences juridiques, peuvent engager l'Etat. Avec D Trump cela est impossible. Dans la mesure où son vocabulaire est transgressif, affranchi des limites habituelles et ne répugne pas aux contradictions, il faut aller au-delà du discours, aller aux actes ou aux paroles prononcées dans un cadre particulier, par exemple au Conseil de sécurité en lien avec un vote, pour trouver des éléments plus fiables. On remarquera, le contraste est très net, qu'aucun Etat ne s'est situé sur le même registre que les Etats-Unis. Même les plus ciblés, Chine comprise, gardent un discours classique et se rattachent aux valeurs communes et aux instruments multilatéraux. Personne n'a répondu sur le mode d'un autre « first » ! On remarquera aussi, que pour le moment, aucune des cibles dont le discours de D. Trump exigeait un changement de comportement n'a obtempéré. Certaines ont même agi pour provoquer (Corée du Nord, Iran) et joué, avec succès, la stratégie du tigre de papier (beaucoup de bruit pour rien).

4 Mis à part les inquiétudes, les doutes, les troubles, y -t- il dès maintenant un effet Trump, mesurable et, plus encore, important ? Indubitablement, D Trump agit ; il donne satisfaction à ses électeurs, fait ou essaye de faire, ce qu'il a dit. Si la plupart de ses cibles restent de marbre, un certain nombre de décisions lourdes, notamment budgétaires, feront sentir leurs effets progressivement. De plus, il a déjà imprimé sa marque plus ou moins fortement, en matière commerciale, tué le TTP, fait sortir de l'actualité le TAFTA et fortement secoué l'ALENA. Dans les deux premiers cas, il a agi là où, la participation américaine étant d'importance majeure, le projet pouvait être affecté gravement ou tué par la seule annonce que les Etats-Unis n'y participeraient plus. La question, qu'il a ignorée ou pour laquelle il a fait un pari risqué, est celle de savoir si les conséquences de son retrait ne seront pas plus graves pour Washington que pour ceux qui ont été abandonnés. Dans le cas de l'ALENA, l'exigence de renégociation (et plus encore des taxes qui seraient imposées aux partenaires en dehors du cadre légal des échanges) fragilisent l'accord et peuvent rendre leur liberté aux parties. Est-ce bien, l'intérêt des Etats-Unis, surtout si on tient compte de ce que la politique suit le commerce ? Pourquoi ne pas envisager l'établissement de liens forts entre le Mexique et la Chine ?

5 Le phénomène Trump est le produit de la crise très profonde que connaissent les Etats-Unis, devenus une caricature de démocratie, et du rôle très excessif pris par l'argent et les médias dans la vie politique. Il est très possible qu'ils soient aussi sa victime, voire sa principale victime. On a évoqué les risques, pour les Etats-Unis eux-mêmes, qui sont liés à ses choix en matière monétaire, financière et économique. Sur le plan international, on ne doit pas perdre de vue que l'épisode Trump intervient après d'autres (Irak, Afghanistan notamment), dans lesquels Washington a multiplié les erreurs, laissant à la communauté internationale, des conflits que B Obama n'a pas soldés. Le leadership se mérite. Washington ne veut plus le revendiquer. De la part de la première puissance mondiale, surtout dans le contexte actuel, cela semble très périlleux. La confiance dans les Etats-Unis, leur image, déjà passablement affectées par les aventures irakienne et afghane, en souffriront. Un basculement pourrait même se produire, les faisant percevoir, dans un monde en crise, non comme un facteur de sécurité, mais comme une sorte de danger public.